



COMMISSION EUROPÉENNE

CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE À LA STRATÉGIE EUROPE 2020

Nom: *Conseil Interrégional des Chambres des Métiers de la Grande Région (CICM) / Interregionaler Rat der Handwerkskammern der Großregion (IRH)*

Coordonnées: *2 Circuit de la Foire Internationale L-1347 Luxembourg*

Pays de résidence: *Luxembourg (siège : Luxembourg)*

Langue de votre contribution: *FR / D*

Type d'organisation:

- État membre*
- Autorité publique*
- Organisation enregistrée*
- Entreprise enregistrée*
- Particulier*
- Organisation/Entreprise non enregistrée*
- Autre (veuillez préciser):*

Principaux domaines couverts par votre contribution:

- Affaires économiques et financières*
- Compétitivité*
- Industrie*
- Marché unique*
- Emploi*
- Recherche, développement et innovation*
- Économie numérique*
- Climat, énergie et utilisation efficace des ressources*
- Éducation*

Pauvreté et exclusion sociale

Autre (veuillez préciser):

Numéro d'identification dans le registre (si votre organisation est inscrite au registre de transparence, ou si vous l'êtes):

688595314810-78

Votre réponse:

peut être publiée avec vos informations personnelles

peut être publiée de façon anonyme

ne peut pas être publiée

A) Contexte de la consultation publique

Lancée en [mars 2010](#), la stratégie Europe 2020 de l'Union européenne (UE) promeut une croissance intelligente, durable et inclusive. Elle vise à mettre en place une économie européenne compétitive et fondée sur les connaissances, tout en préservant le modèle d'économie sociale de marché de l'UE et en assurant une utilisation plus efficace des ressources. Elle a été voulue comme un partenariat entre l'UE et ses États membres, dans le but de promouvoir la croissance et l'emploi.

La stratégie Europe 2020 s'articule autour de cinq [grands objectifs](#) dans les domaines de l'emploi, de la recherche-développement, du climat et de l'énergie¹, de l'éducation, ainsi que de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. La stratégie établit également une série de programmes d'action, appelés «[initiatives phare](#)», dans sept domaines considérés comme des grands moteurs de croissance: l'innovation, l'économie numérique, l'emploi, la jeunesse, l'industrie, la réduction de la pauvreté et l'utilisation efficace des ressources. L'Union européenne soutient également les objectifs de cette stratégie par son travail dans des domaines tels que le marché unique, le budget européen et la politique extérieure de l'Union.

La mise en œuvre et le suivi de la stratégie Europe 2020 s'inscrivent dans le cadre du «[semestre européen](#)», le cycle annuel de coordination des politiques économiques et budgétaires au niveau européen. Pendant ce semestre européen, les institutions de l'UE débattent de leurs grandes priorités, les États membres prennent des engagements annuels et la Commission prépare des recommandations spécifiques à chaque pays, qui sont adoptées au plus haut niveau par les chefs d'État et de gouvernement réunis au sein du Conseil européen. Les États membres doivent tenir compte de ces recommandations dans l'élaboration de leurs politiques et de leurs budgets. Dès lors, avec le budget de l'UE, ces recommandations par pays sont des instruments essentiels de la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020.

¹ En janvier 2014, la Commission a défini un [cadre](#) pour les politiques en matière d'énergie et de climat à l'horizon 2030. Parmi les principaux objectifs de ce nouveau cadre figurent une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40 % par rapport au niveau de 1990, un objectif contraignant pour l'ensemble de l'UE en ce qui concerne la part des énergies renouvelables, qui est portée à au moins 27 %, et de nouvelles ambitions pour les politiques en matière d'efficacité énergétique.

Après quatre ans, la Commission a proposé de dresser un bilan de la stratégie Europe 2020, proposition acceptée lors du Conseil européen des 20 et 21 mars derniers. Le 5 mars 2014, la Commission a adopté une communication intitulée «État des lieux de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive» (voir la [communication](#) et ses [annexes](#)), qui tire plusieurs enseignements préliminaires des premières années de mise en œuvre de la stratégie. Compte tenu de ces premiers résultats et dans un contexte de reprise progressive de l'économie européenne, il est temps de se pencher sur l'élaboration de la stratégie pour les années à venir.

Les questions posées dans la présente consultation visent à recueillir votre point de vue sur les enseignements à tirer des premières années de mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 et sur les éléments à prendre en considération pour son avenir, afin d'établir la stratégie d'après-crise de l'UE en matière de croissance.

A) Hintergrundinformationen zur öffentlichen Konsultation:



Die Strategie „Europa 2020“ wurde im [März 2010](#) als EU-Strategie zur Förderung eines intelligenten, nachhaltigen und integrativen Wachstums auf den Weg gebracht. Sie zielt auf eine wissenschaftsgestützte, wettbewerbsfähige europäische Wirtschaft bei gleichzeitiger Wahrung der sozialen Marktwirtschaft in der EU und Verbesserung der Ressourceneffizienz. Daher wurde sie als Partnerschaft zwischen der EU und ihren Mitgliedstaaten zur Förderung von Wachstum und Beschäftigung konzipiert.

Die Strategie Europa 2020 ist auf fünf [Kernziele](#) in den Bereichen Beschäftigung, Forschung und Entwicklung, Klima und Energie², Bildung sowie Bekämpfung von Armut und sozialer Ausgrenzung ausgerichtet. Außerdem umfasst sie sieben Aktionsprogramme, so genannte [Vorreiterinitiativen](#), in Bereichen, die als entscheidende Triebkräfte für das Wachstum gelten, nämlich Innovation, digitale Wirtschaft, Beschäftigung, Jugend, Industriepolitik, Armut und Ressourceneffizienz. Die Ziele der Strategie werden auch durch Maßnahmen auf EU-Ebene unterstützt, beispielsweise in den Bereichen Binnenmarkt, EU-Haushalt und Außenpolitik der EU.

Die Umsetzung und Überwachung der Strategie Europa 2020 erfolgt im Rahmen des [Europäischen Semesters](#) (jährlicher Zyklus der Koordinierung der Wirtschafts- und Haushaltspolitik der EU-Länder). Im Rahmen des Europäischen Semesters einigen sich die EU-Institutionen auf allgemeine Prioritäten und die jährlichen Mittelbindungen der Mitgliedstaaten und erörtern die von der Kommission erarbeiteten und auf höchster Ebene von den Staats- und Regierungschefs im Europäischen Rat gebilligten länderspezifischen Empfehlungen. Diese Empfehlungen sollten dann in die Politik- und Haushaltsgestaltung der Mitgliedstaaten einfließen. Zusammen mit dem EU-Haushalt sind die länderspezifischen Empfehlungen wesentliche Instrumente für die Umsetzung der Strategie Europa 2020.

Vier Jahre nach der Einführung der Strategie Europa 2020 hat die Kommission vorgeschlagen, die Strategie einer Überprüfung zu unterziehen, und der Europäische Rat hat diesem Vorschlag am 20./21. März 2014 zugestimmt. Am 5. März 2014 hat die Kommission eine Mitteilung „Bestandsaufnahme der Strategie Europa 2020 für intelligentes, nachhaltiges

² Im Januar 2014 hat die Kommission einen energie- und klimapolitischen [Rahmen](#) bis 2030 angenommen. Zu den wichtigsten Zielen in diesem neuen Rahmen zählen eine Verringerung der Treibhausgasemissionen um 40 % unter den Stand von 1990, ein verbindliches EU-weites Ziel für den Anteil erneuerbarer Energien von mindestens 27 % und die Wiederaufnahme einer ambitionierten Energieeffizienz-Politik.

und integratives Wachstum“ angenommen (Mitteilung  und Anhänge ), in der sie vorläufige Schlüsse aus den ersten Jahren der Umsetzung der Strategie zieht. Aufbauend auf diesen ersten Ergebnissen und im Umfeld einer allmählichen Erholung der europäischen Volkswirtschaften sollten wir nun über die Ausgestaltung der Strategie für die kommenden Jahre nachdenken.

Mit diesen Fragen möchten wir Ihre Meinung dazu einholen, was aus den ersten Jahren der Strategie Europa 2020 zu lernen ist und was wir bei ihrer Weiterentwicklung zu einer Nachkrisen-Wachstumsstrategie berücksichtigen müssen.

B) Questions:

1) État des lieux de la stratégie Europe 2020 pour la période 2010-2014

Contenu et mise en œuvre

B) Fragen:

1) Bilanz der Strategie „Europa 2020“ von 2010 bis 2014

Inhalt und Umsetzung

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Que signifie pour vous la stratégie Europe 2020? Quels sont les principaux éléments que vous associez à cette stratégie? |
|--|

La stratégie Europe 2020 adoptée en 2010 par le Conseil européen vise à construire une économie intelligente, durable et intégrative. Ces trois priorités, qui devraient se renforcer mutuellement dans l'UE, devraient graduellement engendrer un niveau élevé d'emploi et de productivité tout comme une cohésion sociale plus prononcée.

En principe, des objectifs aussi ambitieux devraient entraîner une coordination renforcée entre Etats membres en termes de politiques économiques. Ils devraient en outre être considérés comme des challenges importants dans certains pays (plus particulièrement ceux où la compétitivité et la productivité sont insuffisantes, où le chômage est le plus important, où les dettes publiques sont élevées et où les activités d'investissements et de recherche appliquée doivent être relancées). A terme la « pression politique » exercée sur certains pays de l'UE en vue de réformes plus substantielles devrait avoir un effet bénéfique.

La stratégie Europe 2020 constitue la politique de référence centrale pour les prochains cinq ans en vue de la mise en place d'instruments, permettant de relever les grands défis, avec lesquels l'UE est confrontée.

Dans les faits, la stratégie Europe 2020 s'est concentrée et se concentre encore actuellement – par exemple dans le cadre des fonds structurels – prioritairement sur la promotion de projets de haute technologie, sur la recherche fondamentale ainsi que sur la recherche appliquée dans le domaine public et dans les grandes entreprises, au détriment de la prise en compte des besoins des petites et moyennes entreprises (PME).

Face à ce constat, ce « bilan à mi-temps » de la stratégie Europe 2020 devrait permettre d'engager des actions renforcées au service des PME et de préparer un agenda de réformes en vue du renforcement de la compétitivité, de l'augmentation du taux d'emploi et de la création d'un cadre politique garantissant à l'Europe les ressources humaines et matérielles, dont elle aura besoin à l'avenir. Il s'agit en l'occurrence surtout de couvrir les besoins accrus en main-d'œuvre qualifiée des entreprises, et notamment des PME, en vue de réaliser une croissance durable. Dans ce contexte, la focalisation sur le « savoir » dans le cadre de la stratégie, devant favoriser la croissance et l'emploi dans l'UE, devrait être réexaminée, en considérant également et surtout le « savoir-faire appliqué en entreprise », par exemple par le biais de la formation professionnelle.

- Was bedeutet die Strategie Europa 2020 für Sie? Was verbinden Sie hauptsächlich mit der Strategie?

Die im Juni 2010 vom Europäischen Rat verabschiedete Strategie „Europa 2020“ verfolgt mit drei sich gegenseitig verstärkenden Prioritäten den Aufbau einer intelligenten, nachhaltigen und integrativen Wirtschaft in einer EU, die durch ein hohes Beschäftigungs- und Produktivitätsniveau sowie einen ausgeprägten sozialen Zusammenhalt gekennzeichnet sein soll.

Grundsätzlich sollte ein derart komplexes Zielbündel eine verstärkte wirtschaftspolitische Koordinierung der Mitgliedstaaten bewirken und damit auch einen Reformdruck auf einzelne Länder positiv erhöhen. Es ist auch für die nächsten fünf Jahre eine wichtige Grundlage für ein Instrumentensystem, um die großen Herausforderungen, denen sich die Europäische Union (und darüber hinaus) konfrontiert sieht, zu meistern. Dies sind, mit Unterschieden in einzelnen Ländern, insb. eine hohe Arbeitslosigkeit, vergleichsweise unzureichende wirtschaftliche Leistungs- und Wettbewerbsfähigkeit, hohe Staatsverschuldungen und ausbaufähige Investitions- und anwendungsorientierte Forschungsaktivitäten.

De facto konzentrierte und konzentriert sich hier die EU 2020-Strategie, z.B. im Hinblick auf die EU-Strukturfonds, vornehmlich auf die Förderung von High-Tech-Projekten, Grundlagen- und Anwendungsforschung im öffentlichen und Großunternehmensbereich, sodass Anforderungen und Möglichkeiten von Klein- und Mittelunternehmen (KMU) nachrangig berücksichtigt wurden und werden.

Vor diesem Hintergrund sollte die „Halbzeitbilanz“ dazu genutzt werden, aus der Europa 2020-Strategie eine Reformagenda für mehr Wettbewerbsfähigkeit, Beschäftigung und Ressourcensicherheit zu machen, gerade auch für KMU und ihre notwendigen (bspw. qualifikatorischen) Grundlagen für eine nachhaltige Wettbewerbsfähigkeit. Hierfür muss die „Wissensbasierung“ für Wirtschaft und Beschäftigung stärker auch als „Anwendungswissensbasierung im Betrieb“ gesehen werden, bspw. anhand beruflicher Bildung.

- Globalement, estimez-vous que la stratégie Europe 2020 a apporté un changement? Veuillez préciser votre réponse.

Un accompagnement dans la mise en œuvre des objectifs de la stratégie Europe 2020 et une coordination systématique des politiques économiques des Etats membres, comme prévus dans le cadre du Semestre européen, peuvent

- 1) entraîner une détection plus rapide des dangers pour l'économie et l'emploi ;
- 2) déclencher des actions de soutien plus ciblées dans le chef des Etats membres afin de se diriger sur la voie de réformes structurelles ;
- 3) entraîner une sanction décisive en cas de refus de réformes structurelles.

Le Semestre européen a entraîné dès lors une prise de conscience renforcée afin de détecter les défis structurels et en même temps une augmentation de la pression en faveur de réformes à engager par les autorités nationales.

Au vu des défis importants et croissants à long terme pour l'UE et pour l'ensemble des Etats membres, les objectifs très ambitieux de la Stratégie Europe 2020 risquent de ne pas être atteints. Les solutions politiques actuelles semblent insuffisantes et un renforcement tout comme une réorientation de ces dernières s'avère nécessaire à partir de 2015 en vue de cadrer les répercussions sociales néfastes de la crise économique et financière, d'augmenter les dépenses en termes de recherche et développement, de réduire le chômage (des jeunes) et de promouvoir un environnement propice à l'éclosion de l'entrepreneuriat.

Lors de l'analyse des politiques des Etats membres, de la présentation et de la mise en œuvre des recommandations, par exemple, une amélioration de la « culture de la communication » entre la Commission européenne et les autorités nationales devrait être envisagée, permettant ainsi d'agir contre l'opinion communément répandue que les politiques européennes, et à priori aussi les avis des experts de la Commission, ont été influencées par des lobbies privés voire des groupes de pression institutionnels.

- Hat die Strategie Europa 2020 Ihrer Auffassung nach etwas bewirkt? Bitte erläutern.

Eine konsequente Begleitung der Umsetzung der Ziele von Europa 2020 und eine systematische Koordinierung der Wirtschaftspolitik in den einzelnen Mitgliedstaaten, wie sie im Europäischen Semester angelegt sind, kann dazu beitragen,

- 1) Wirtschafts- und Beschäftigungsgefahren frühzeitiger zu erkennen,
- 2) Reformansätze in Mitgliedstaaten zu unterstützen und
- 3) bei unterlassenen Strukturverbesserungen Reformschritte anzumahnen.

Das Europäische Semester hat insofern zu verstärktem Bewusstsein für strukturelle Herausforderungen und zu einem mitunter notwendigen „Reformdruck“ in den Mitgliedstaaten beigetragen.

Angesichts der schwerwiegenden und auf absehbare Zeit kaum abnehmenden Herausforderungen für die Union insgesamt aber auch in den verschiedenen Mitgliedstaaten, dürften verschiedene ehrgeizige Ziel der Europa 2020-Strategie verfehlt werden. Dies betrifft insb. die sozialen Implikationen der Finanz- und Wirtschaftskrise, die Erhöhung der Ausgaben für Forschung und Entwicklung, die Senkung der (Jugend-)Arbeitslosigkeit und die Förderung einer nachhaltigen Unternehmenslandschaft.

Für Analyse, Vorgaben und Umsetzung, bspw. bei länderspezifischen Empfehlungen, besteht Bedarf nach einer verbesserten „Kommunikationskultur“ zwischen Europäischer Kommission und nationalen Entscheidungsträgern, um dem Eindruck eines schwer vermittelbaren, politisch ausgehandelten „Streamlining“ von Politik entgegenzuwirken.

- La connaissance des mesures prises par d'autres pays de l'UE dans les domaines ciblés par Europe 2020 a-t-il eu une influence sur l'approche menée dans votre pays? Veuillez donner des exemples.

En Allemagne, au Luxembourg, et dans une moindre mesure en Belgique et en France, certains objectifs de la stratégie « Europe 2020 » sont en voie d'être atteints. Toutefois, il est important de rappeler que l'approche européenne inclut des benchmarks qui restent problématiques, plus particulièrement pour les PME et notamment pour l'Artisanat.

En matière de politique d'éducation, l'indicateur comparatif de « réduction du nombre de décrochages scolaires » est acceptable ; tel n'est pas le cas pour le benchmark qui précise que jusque 2020, 40 pourcents des étudiants clôturant leurs études durant l'année devraient décrocher un « diplôme du cycle tertiaire », notion qui est alors interprétée comme étant un « diplôme de fin d'études universitaires ». Beaucoup d'Etats membres confrontés à un taux de chômage accru des jeunes font également preuve d'un taux élevé de diplômés universitaires (par exemples l'Espagne, la Chypre, la France, la Suède ou l'Irlande). Ce benchmark devrait à l'avenir être interprété au niveau européen et national comme étant un indicateur visant à atteindre l'objectif de 40 pourcents de « personnes à niveau de qualification élevée » par année scolaire.

- Hat sich Ihr Land von dem Vorgehen anderer EU-Länder in den Europa-2020-Kernbereichen beeinflussen lassen? Bitte führen Sie Beispiele an.

In Deutschland, in Luxemburg und in einem kleiner Maße in Belgien und in Frankreich, erscheint die Realisierung bestimmter Zielvorgaben der Europa 2020-Strategie als wahrscheinlich. Allerdings ist die Erreichung aller Benchmarks für eine mittelständische Wirtschaft nicht ganz unproblematisch, wie etwa für KMU und das Handwerk.

In der Bildungspolitik ist dem Ziel der „Reduzierung der Zahl der Schulabbrecher“ zuzustimmen, nicht aber dem zu erreichenden Benchmark, dass bis 2020 gut 40 Prozent eines Altersjahrganges einen weiterführenden Abschluss erreichen sollen, der dann auf Hochschulabschlüsse verkürzt interpretiert wird. Viele der besonders von Jugendarbeitslosigkeit betroffenen Mitgliedstaaten sind jene mit besonders hohen Hochschulabsolventenquoten (z. B. Spanien, Zypern, Frankreich, Schweden, Irland). Dieser Benchmark muss auch national in Zukunft mehr denn je als Bekenntnis zu einer Zielquote von 40 Prozent „Hochqualifizierter“ je Altersjahrgang verstanden werden!

- Les parties concernées ont-elles été suffisamment associées à la stratégie Europe 2020? Êtes-vous associé à la stratégie Europe 2020? Souhaiteriez-vous y être davantage associé? Si oui, de quelle manière?

Dans le contexte de la coordination en faveur de « Europe 2020 », des échanges sont organisés avec les représentants de la Commission européenne, et ce en amont des recommandations à l'adresse de chaque Etat membre respectivement des rapports de mise en œuvre nationaux. Ainsi en Allemagne, le Ministère de l'Economie (Bundeswirtschaftsministerium – BMWi) implique de manière systématique l'organisation faïtière de l'Artisanat allemand (Zentralverband des Deutschen Handwerks – ZDH) dans les auditions relatives au Semestre européen. Il en est de même au Luxembourg, où le Ministère de l'Economie organise des réunions communes avec les chambres professionnelles, donc également avec la Chambre des Métiers du Luxembourg.

Toutefois, la Commission européenne devrait en principe adapter ses lignes directrices en vue de l'établissement du programme national de réforme, en y inscrivant officiellement les procédures de consultation des partenaires sociaux et des chambres professionnelles nationales.

Les partenaires sociaux tout comme les organisations professionnelles, notamment les chambres des métiers et de l'artisanat, devraient être impliqués dans l'établissement des lignes directrices intégrées également et surtout au niveau européen, en priorité par le biais de l'UEAPME (Union Européenne de l'Artisanat et des PME), l'organisation européenne représentative des intérêts des PME et de l'Artisanat.

- Sind die Interessenträger in Ihrem Land ausreichend in die Strategie Europa 2020 eingebunden? Sind Sie selbst in die Strategie Europa 2020 eingebunden? Würden Sie sich gern stärker beteiligen? Falls ja, wie?

Im Kontext der wirtschaftspolitischen Koordinierung für „Europa 2020“ finden, im Vorfeld der Erarbeitung der Länderspezifischen Empfehlungen bzw. der Umsetzungsberichte, Gespräche mit Vertretern der EU-Kommission statt. So bindet bspw. in Deutschland das Bundeswirtschaftsministerium (BMWi) grundsätzlich den Zentralverband des Deutschen Handwerks (ZDH) in seine Befragungen zum Europäischen Semester ein. In Luxemburg werden auf ähnliche Weise gemeinsame Sitzungen mit den Kammern organisiert, also auch unter Einbeziehung der Chambre des Métiers du Luxembourg.

Grundsätzlich sollte aber die Europäische Kommission in ihren Guidelines für die Erstellung der Nationalen Reformprogramme Sozialpartner und Kammern mit einbeziehen.

Sozialpartner und Kammern der gewerblichen Wirtschaft, hier die Handwerkskammern, sollten auch auf EU-Ebene in die Erstellung der integrierten Leitlinien eingebunden sein, vorrangig durch die UEAPME (Union Européenne de l'Artisanat et des PME), die Europäische Vertretung von Handwerk und KMU.

Outils

Instrumente

- Les objectifs chiffrés actuels pour 2020 sont-ils en adéquation avec les objectifs de la stratégie en matière de promotion de la croissance et de l'emploi? [Objectifs chiffrés: *veiller à ce qu'au moins 75 % de la population entre 20 et 64 ans ait un emploi; investir 3 % du PIB dans la recherche et le développement; réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 %, porter la part des sources d'énergie renouvelables à 20 % et améliorer l'efficacité énergétique de 20 %; faire tomber le taux d'abandon scolaire à moins de 10 % et porter à au moins 40 % la proportion des jeunes titulaires d'un diplôme de troisième cycle; faire en sorte qu'au moins 20 millions de personnes ne soient plus menacées par la pauvreté ou l'exclusion sociale.*]
- Parmi les objectifs chiffrés actuels, considérez-vous que certains sont plus importants que d'autres? Veuillez préciser votre réponse.

Tous les objectifs susceptibles de favoriser une augmentation de la croissance et de l'emploi en Europe sont d'une grande importance. Ce n'est que par le biais d'une augmentation de la compétitivité technologique et de celle favorisant une qualification accrue de la main-d'œuvre au sein des entreprises que la croissance économique et la sauvegarde et la création d'emplois peuvent être réalisées dans les Etats membres. Il importe que ces objectifs globaux et les initiatives qui en découlent soient en équilibre avec d'autres politiques tout aussi importantes – telle que la politique de l'énergie et du climat.

Les objectifs du paquet de l'énergie et du climat ne sont pas encore suffisamment en accord avec les objectifs politiques de croissance de l'UE. Par ailleurs, la conclusion d'un accord global et contraignant pour tous les Etats membres est d'une importance capitale. La mise en place d'un « level playing field » sera importante surtout en vue de garantir une concurrence équitable et une politique de l'emploi dynamique. La conclusion d'un accord international de protection du climat constitue de ce fait un objectif principal à atteindre.

L'efficacité énergétique représente un élément clé aussi bien en vue de garantir un approvisionnement sûr en énergie que pour engager une politique durable du climat. En pratique, la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique dans le bâtiment ne réduit pas seulement les émissions nocives pour l'environnement mais est également un facteur d'influence important sur la croissance économique et l'emploi. Les entreprises de l'Artisanat peuvent contribuer activement et de manière décisive à ces développements futurs. Ceci présuppose que les qualifications requises soient disponibles dans les entreprises, ce qui souligne la nécessité de la promotion de niveaux de compétences élevés dans les entreprises – y compris le « Brevet de Maîtrise » ou autres qualifications de niveau équivalent.

En vue de maintenir un niveau éducatif élevé tout comme une croissance qualitative et un emploi en augmentation dans les PME et l'Artisanat, l'objectif spécifique d'un taux de diplômés universitaires de 40% n'est pas approprié. C'est surtout la formation professionnelle, l'apprentissage et partant la formation initiale (et continue) qui constituent pour les PME un élément décisif en vue de la sauvegarde de l'emploi, que ce soit en relation avec des postes qualifiés ou des postes d'encadrement et managériaux.

Les expériences vécues en Europe en terme de crises économiques et d'emploi ont mis en exergue que le taux de diplômés universitaires ne constitue pas une garantie en vue de la réalisation à terme ni d'un taux d'emploi élevé, notamment au niveau des jeunes, ni d'une croissance économique accrue. Partant, la formation professionnelle doit être intégrée en tant qu'objectif spécifique dans une stratégie Europe 2020 ajustée. Il importe de mettre également en relation avec cette politique, la sauvegarde et la promotion en Europe de la qualification artisanale de niveau élevée, à savoir notamment le « Brevet de Maîtrise » ou « Meisterprüfung », comme étant la base aussi bien d'un management qualifié des PME européennes que d'un système de formation en alternance de nombreux jeunes en Europe.

L'objectif concernant la politique de la recherche et du développement est trop restreint et orienté principalement autour de mesures relatives à la recherche fondamentale et du développement pré-concurrentiel dans des entreprises dépassant la taille d'une PME. A l'avenir, il importe que les résultats dégagés en matière de recherche soient transposés dans des innovations commercialisables, surtout en coopération avec des PME. Un nouvel indicateur spécifique en matière de recherche et de développement devrait aussi inclure ces considérations relatives à la pénétration des marchés.

Ces dernières années, qui étaient marquées par des périodes très tendues au niveau des perspectives économiques et de l'emploi, les PME ont eu un rôle stabilisateur en terme socio-économique et ont été la force motrice pour beaucoup d'autres domaines politiques.

Le « Small Business Act » (SBA) a montré pour la première fois en 2008 et en 2010, suite à une révision de la recommandation y relative, la place importante occupée par les PME en Europe.

Dès lors, la mise en œuvre du SBA et le progrès futur dans la réalisation des politiques et approches mises en exergue par ce dernier devraient être des pierres angulaires d'une stratégie Europe 2020 révisée.

- Entsprechen die derzeitigen Ziele für 2020 den mit der Strategie angestrebten Zielen, Wachstum und Beschäftigung zu fördern? [Ziele: *Beschäftigungsgrad in der Altersgruppe 20 bis 64 Jahre mindestens 75 %; Investitionen in Forschung und Entwicklung in Höhe von 3 % des BIP; Senkung der Treibhausgasemissionen um mindestens 20 %, Steigerung des Anteils erneuerbarer Energien auf 20 % und Verbesserung der Energieeffizienz um 20 %; Verringerung des Anteils frühzeitiger Schulabgänger auf unter 10 % und Steigerung des Anteils junger Menschen mit Hochschulabschluss auf mindestens 40 %; Verringerung der Zahl von Armut oder sozialer Ausgrenzung bedrohter Personen um mindestens 20 %*].
- Sind Ihrer Ansicht nach einige der derzeitigen Ziele wichtiger als andere? Bitte erläutern.

Alle Zielsetzungen bzgl. Wirtschaftsleistung und Beschäftigung sind von besonderer Wichtigkeit. Nur eine technologische sowie bildungsorientierte Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen in Europa ermöglicht Wirtschaftswachstum und die Sicherung bzw. den Ausbau von Beschäftigung in den einzelnen Mitgliedstaaten. Hierbei muss auch mit anderen bedeutsamen Politikfeldern, etwa Energie- und Klimapolitik, ein ausgewogenes Verhältnis bewahrt bleiben.

Zielsetzungen aus Energie- und Klimapakt stehen bislang noch unzureichend in Einklang mit wachstumspolitischen Zielen der Europäischen Union. Zudem ist der Abschluss eines umfassenden und für alle Länder verpflichtenden Klimaschutzabkommens von zentraler Bedeutung. Gerade für eine faire Wettbewerbs- und Beschäftigungspolitik ist die Etablierung eines „Level Playing Fields“ wichtig. Erstrebenswert ist daher der Abschluss eines internationalen Klimaschutzabkommens.

Ein zentrale Stellschraube, sowohl für eine gesicherte Energieversorgung sowie für den Klimaschutz, stellen alle Aktivitäten der Energieeffizienz dar. Die praktische Umsetzung von Energieeffizienzmaßnahmen im Kontext von Gebäuden, verringert nicht nur umweltschädliche Emissionen, sondern ist auch für Wirtschaftsleistungen und Beschäftigung von großer Bedeutung. Gerade Handwerksbetriebe können hierzu entscheidend beitragen. Dies setzt entsprechende Qualifikationen in den (Handwerks-)Betrieben voraus, so dass die Förderung einer großen „meisterlichen“ Kompetenz in Unternehmen eine große Rolle spielt.

Für ein hohes Bildungsniveau sowie für Wirtschaftsleistungen und Beschäftigung, gerade in mittelständischen Unternehmen, ist die Akademikerquote von 40 Prozent als alleiniges Bildungsziel nicht zielführend. Gerade für KMU spielt die berufliche Aus-, Fort- und Weiterbildung eine entscheidende Rolle für die Sicherung des Fach- und Führungskräftebedarfs. Die Wirtschafts- und Beschäftigungskrisenerfahrungen der letzten Jahren in Europa zeigen, dass hohe Hochschulabsolventenquoten keineswegs Garantien für eine hohe (Jugend-)Beschäftigung und Wirtschaftswachstum darstellen. Daher muss gerade die berufliche Bildung in den Zielkanon einer neu justierten Europa 2020-Strategie aufgenommen werden.

Damit verbunden ist auch eine Sicherung der handwerklichen Meisterqualifikation in Europa, als Grundlage einer qualifizierten Unternehmensführung mittelständischer Betriebe wie der Ausbildung junger Menschen in Europa.

Die Zielmarke für die Forschungs- und Entwicklungspolitik der Union ist zu sehr auf Grundlagenforschung und Entwicklung im Großunternehmensmaßstab ausgerichtet. In Europa muss es mehr gelingen, Forschungsergebnisse in marktfähige Innovationen, gerade auch in KMU, umzusetzen. Ein forschungs- und entwicklungspolitischer Indikator für die EU sollte auch Elemente der Marktdurchdringung berücksichtigen.

In den zurückliegenden Jahren angespannter Wirtschafts- und Beschäftigungssituationen haben sich die KMU als wirtschafts- und beschäftigungspolitisch stabilisierende und für viele weitere Politikfelder fördernde Kraft erwiesen.

Der „Small Business Act“ (SBA) hat in der EU 2008 die wichtige Funktion der mittelständischen Wirtschaft in einem umfassenden politischen Rahmen dokumentiert, der 2010 erstmals angepasst wurde.

Demnach sollten die Umsetzung und Weiterentwicklung des SBA Eckpfeiler einer revidierten Europa 2020-Strategie sein.

- Trouvez-vous utile que les objectifs au niveau européen soient déclinés en objectifs nationaux? Si oui, quelle serait à votre avis la meilleure façon de fixer les objectifs nationaux? Jusqu'ici, les objectifs nationaux ont-ils été fixés de façon: adéquate / trop ambitieuse / pas assez ambitieuse?

La vérification des objectifs nationaux devrait être accompagnée par des indicateurs de progrès uniformisés et circonstanciés des Etats membres, où ceux-ci devraient être soutenus par des mesures flexibles et plus étendues.

En procédant de cette sorte, les différences en termes de situations économiques ou de cadres politiques pourraient ainsi être mieux prises en compte.

Pour le cas où cette approche ne serait pas prise en considération ou ne serait pas suffisamment appliquée, les Etats membres risqueraient de se voir confrontés à des objectifs en partie trop exigeants (par exemple en matière de climat) ou en partie trop peu exigeant (par exemple taux de décrocheurs scolaires).

- Halten Sie es für sinnvoll, dass die EU-weiten Ziele in nationale Ziele untergliedert sind? Wenn ja, wie lassen sich dann Ihrer Ansicht nach die nationalen Ziele am besten festsetzen? Wurden die nationalen Ziele bisher angemessen/zu hoch/nicht hoch genug angesetzt?

Die Überprüfung nationaler Ziele sollte von einheitlichen und aussagekräftigen Fortschrittsindikatoren in den einzelnen Mitgliedstaaten begleitet werden, wobei dies durch flexible Maßnahmen zur Unterstützung der Mitgliedstaaten begleitet werden sollte.

Hierdurch können auch Unterschiede in der wirtschaftlichen Situation und in den jeweils politischen Rahmenbedingungen mitberücksichtigt werden.

Werden spezifische Rahmenbedingungen nicht oder nur unzureichend mitbetrachtet, besteht die Gefahr, dass Ziele für einzelne Mitgliedstaaten zum Teil zu hoch (z.B. Klimaschutz) oder auch zu niedrig (z.B. Schulabbrecherquote) angelegt werden.

- Quelle valeur ajoutée les sept programmes d'action ont-ils apporté pour la croissance? Avez-vous des exemples concrets de l'impact de ces programmes? [*«Initiatives phare»: «Stratégie numérique pour l'Europe», «Union de l'innovation», «Jeunesse en mouvement», «Une Europe efficace dans l'utilisation des ressources», «Une politique industrielle à l'ère de la mondialisation», «Une stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois» et «Une plateforme européenne contre la pauvreté».*]

En principe, les programmes sont bien agencés. Il serait toutefois utile d'adapter certains éléments isolés :

Une stratégie numérique pour l'Europe

A l'avenir, des connexions Internet rapides et déployées à grande échelle seront des préalables importants en vue de la réalisation d'une politique dynamique d'innovation et de renforcement de la compétitivité en Europe, entraînant une croissance durable et des emplois nouveaux. Dans ce cadre, il importerait d'agir en faveur de la promotion d'outils et de moyens numériques dans les PME en vue de favoriser davantage encore le développement de leur potentiel économique en Europe.

Union de l'innovation

L'initiative phare « Union de l'innovation » a pu susciter des partenariats importants, cependant, vu l'existence de niveaux de développement différents entre Etats membres, le risque d'une émergence de zones géographiques accusant des retards substantiels en termes d'innovation est réel. Dès lors, le nouvel « indicateur des prestations d'innovation » doit être élaboré en tenant compte de ces considérations futures.

Jeunesse en mouvement

Les systèmes de formation professionnelle sous la responsabilité de l'économie, donc des entreprises et de leurs chambres professionnelles, comme par exemple la formation en alternance dans l'Artisanat, ont fait leurs preuves. Ils peuvent garantir un niveau de qualification élevé des jeunes ce qui constitue pour ces derniers une garantie d'emploi. La couverture des besoins en main-d'œuvre qualifiée et d'encadrement peut ainsi être assurée. Dès lors, l'indicateur concernant l'apprentissage devrait connaître une revalorisation substantielle. La formation professionnelle en alternance, proche de l'économie, devrait faire l'objet d'une attention accrue en Europe – pour les entreprises, leurs salariés, les produits et services des entreprises et leurs clients.

Une Europe efficace dans l'utilisation des ressources

L'Artisanat est le partenaire par excellence de la transition énergétique, de l'efficacité énergétique et de l'utilisation rationnelle des ressources. De ce fait, la politique européenne dans ce domaine doit passer par la conception de politiques qui tient compte des PME de l'Artisanat. Dans ce contexte, la création de charges administratives débordantes tout comme la non prise en compte en Europe des structures de formation professionnelle existantes, ayant fait leurs preuves, est dès lors à éviter.

Une politique industrielle à l'ère de la mondialisation

L'idée poursuivie ces derniers temps par la Commission européenne visant un renforcement de l'industrie européenne est, sur le fond, acceptable. Il importe toutefois que les PME soient également et explicitement considérées comme pilier important de l'économie européenne et comme partie intégrante de la croissance et de l'emploi en Europe. Ainsi la « politique industrielle » devrait constituer une initiative transversale de la Commission européenne, prenant en considération de manière adaptée les besoins des PME de l'Artisanat.

Une stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois

La transmission de qualifications adaptées pour le marché de l'emploi constitue un objectif central de cette initiative phare visant à augmenter l'accès à l'emploi des jeunes. En même temps, pareille approche constitue un des fondements en vue de la réalisation d'une productivité élevée au sein des entreprises. La base dans ce cadre peut être fournie par une formation professionnelle en alternance qui trouve son prolongement dans la formation professionnelle de niveau élevé (Brevet de Maîtrise) et dans la formation continue, notamment en ce qui concerne les domaines technique, économique et environnemental. En Europe, la formation professionnelle et la formation académique doivent être prises en considération au même titre et doivent connaître une promotion équivalente.

Une plateforme européenne contre la pauvreté

La politique de la formation a une position dominante dans le cadre du combat contre la pauvreté et de l'exclusion sociale. Face aux évolutions démographiques futures dans les Etats membres et à l'accentuation de la part de salariés plus âgés dans la population active, les autres potentiels en termes de formation et d'emploi, notamment ceux concernant les immigrés, ne devraient pas être négligés à l'avenir. Dès lors, la conception de cette plateforme européenne constitue une initiative importante et prometteuse.

- Welchen zusätzlichen Nutzen haben die sieben Aktionsprogramme für Wachstum gebracht? Können Sie konkrete Beispiele für die Auswirkungen dieser Programme nennen? [„Vorreiterinitiativen“: „Digitale Agenda für Europa“, „Innovationsunion“, „Jugend in Bewegung“, „Ressourcenschonendes Europa“, „Eine Industriepolitik für das Zeitalter der Globalisierung“, „Agenda für neue Kompetenzen und neue Beschäftigungsmöglichkeiten“, „Europäische Plattform zur Bekämpfung der Armut“].

Die Programme sind grundsätzlich richtig aufgestellt. Im Speziellen sind Anpassungen aber wünschenswert:

Digitale Agenda für Europa

Schnelle und flächendeckende Internetverbindungen sind zukünftig mehr denn je Grundvoraussetzung für Innovations- und Wettbewerbsfähigkeit und damit für nachhaltige Wirtschaftsleistungen und Arbeitsplätze. Hier besteht gerade in der Fläche der Mitgliedstaaten und hier insb. für KMU ein dringender, zusätzlicher Handlungsbedarf.

Innovationunion

Die Leitinitiative „Innovationsunion“ konnte zwar Impulse für wichtige Innovationspartnerschaften setzen, im Ländervergleich aber ist das Risiko von Innovationslücken in der EU eher noch gestiegen, gerade auch bei Betrachtung der unterschiedlichen Mitgliedstaaten. Daher ist auch der neue „Indikator für Innovationsleistungen“ noch aussagekräftiger zu gestalten.

Jugend in Bewegung

Berufliche Bildungssysteme in Verantwortung der Wirtschaft, d.h. der Betriebe und ihrer Kammern, haben sich bewährt und sorgen für hohe Jugendqualifizierung und -beschäftigung, damit zur Sicherstellung von Fach- und Führungskräften gerade für mittelständische Unternehmen, so z.B. die duale Berufsausbildung im Handwerk. Daher könnte beim „Benchmark für Lehrlingsausbildung“ eine Anpassung nach oben angebracht sein. Alternierende und wirtschaftsnahe Berufsbildung sollte in Europa eine noch stärkere Aufmerksamkeit genießen, für die Unternehmen, ihre Beschäftigten, für Produkte und Dienstleistungen der Betriebe und den Kunden.

Ressourcenschonendes Europa

Gerade das Handwerk ist „Partner“ der Wende zu Energie- und Ressourceneffizienz. Dafür kann der Weg nur über mittelstandsgerechte Politikgestaltungen führen. Überbordende Bürokratie ist ebenso zu vermeiden wie ein Unterlaufen bestehender und bewährter Ausbildungsstrukturen.

Eine Industriepolitik für das Zeitalter der Globalisierung

Der, von der Europäischen Kommission in letzter Zeit verfolgte Ansatz einer Stärkung der europäischen „Industrie“ ist grundsätzlich richtig. Gerade KMU, als starke Säule europäischer Wirtschaftsleistungen und Beschäftigung, müssen ausdrücklich mitberücksichtigt werden. Damit sollte europäische „Industriepolitik“ eine „Querschnittsaufgabe“ für die Europäische Kommission darstellen, die auch die Belange von Handwerksbetrieben angemessen mit einbezieht.

Agenda für neue Kompetenzen und neue Beschäftigungsmöglichkeiten

Eine Vermittlung arbeitsmarktrelevanter Qualifikationen als Forderung der Leitinitiative „Agenda für neue Kompetenzen und Beschäftigungsmöglichkeiten“ ist für hohe Stände an Qualifizierungen und Beschäftigungsmöglichkeiten für junge Menschen wichtig. Sie ist zugleich Grundlage für eine hohe betriebliche Produktivität und Wettbewerbsfähigkeit. Basis hierfür ist eine gut funktionierende berufliche Bildung. Aufbauend auf die Berufsausbildung, kommt der beruflichen Fortbildung, etwa zum Handwerksmeister, und der beruflichen Weiterbildung in allen modernen technischen, wirtschaftlichen, ökologischen und weiteren Fachgebieten eine zentrale Funktion zu.

In Europa müssen bildungs-, wirtschafts- und beschäftigungspolitisch wünschenswerte Höherqualifizierungen die berufliche wie die akademische Bildung gleichermaßen und gleichwertig im Fokus haben.

Plattform zur Bekämpfung von Armut und sozialer Ausgrenzung

Bei der Bekämpfung von Armut und sozialer Ausgrenzung kommt dem Bildungsbereich eine dominierende Stellung zu. Angesichts der demografischen Entwicklung in verschiedenen Mitgliedstaaten, mit Verschiebung der Anteile der Bevölkerungskohorten zunächst im Ausbildungsalter und danach auch im Erwerbssalter zugunsten derer im Nichterwerbssalter, muss der Gewinnung von weiteren Bildungs- und Beschäftigungspotenzialen, z.B. auch von Migranten, eine zunehmende Bedeutung zukommen.

Folglich ist die Konzeption der Europäischen Plattform erfolgversprechend, den Kampf gegen Armut und soziale Ausgrenzung auf Wachstum und Beschäftigung zu gründen.

2) Adapter la stratégie Europe 2020: une stratégie de croissance pour une Europe sortie de la crise

Contenu et mise en œuvre

2) Anpassung der Strategie Europa 2020: Wachstumsstrategie für ein Europa nach der Krise

Inhalt und Umsetzung

- L'UE a-t-elle besoin d'une stratégie à moyen terme, globale et complète, pour favoriser la croissance et l'emploi au cours des prochaines années?

Un cadre stratégique global est en principe un outil politique utile. Il constitue une nécessité pour cadrer les défis importants avec lesquels certains Etats membre sont actuellement confrontés. Une stratégie à mettre en œuvre à moyen terme pourrait contribuer à mieux accompagner les Etats membres en termes d'orientation et de guidance vers la réalisation d'objectifs communs. Il importe toutefois que la stratégie européenne et les politiques nationales fassent l'objet d'une approche intégrée. Ceci représente un aspect essentiel dans le cadre de cette nouvelle législature du Parlement Européen et de la nouvelle Commission européenne.

- Braucht die EU eine umfassende und übergreifende mittelfristige Strategie für Wachstum und Beschäftigung für die nächsten Jahre?

Ein übergreifendes strategisches Rahmenwerk ist grundsätzlich sinnvoll. Ein solcher strategischer Rahmen ist gerade angesichts der gegenwärtigen großen wirtschafts- und beschäftigungspolitischen Herausforderungen in vielen Mitgliedstaaten der Union notwendig. Eine mittelfristige Strategie würde dazu beitragen, eine Ausrichtung und Hinführung auf gemeinsame Zielsetzungen einer Strategie für Wachstum und Beschäftigung zu verbessern und so Wettbewerbsfähigkeit und Beschäftigung effektiver steigern zu können. Dies erscheint auch vor dem Hintergrund einer neuen Legislaturperiode des Europäischen Parlaments und einer neuen Europäischen Kommission angebracht.

- Quels sont les domaines les plus importants et pertinents à traiter pour assurer une croissance intelligente, durable et inclusive?

En vue de réaliser les objectifs d'une « nouvelle » stratégie Europe 2020, il n'est pas nécessaire d'accroître davantage les compétences de la Commission européenne. Il importerait plutôt que les compétences et instruments attribuées actuellement à la Commission européenne soient utilisés avec modération et de façon subsidiaire. Ceci concerne surtout sa compétence dans le domaine « marché intérieur », à laquelle la Commission européenne a eu recours fréquemment, dans le passé.

Il est d'une importance primordiale que, dans le contexte de la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020, les PME soient reconnues à leur juste valeur et ceci lors de toutes les étapes de la mise en œuvre des politiques européennes. Dans ce contexte, une adaptation stratégique de la politique de l'UE sera nécessaire.

Ce fait est confirmé également dans le cadre de la discussion actuelle sur la continuation du Small Business Act (SBA).

- In welchen Bereichen müssen wir vorrangig tätig werden, um ein intelligentes, nachhaltiges und integratives Wachstum zu erreichen?

Um die Ziele einer „neuen“ EU 2020-Strategie zu erreichen, ist grundsätzlich kein weiterer Kompetenzzuwachs der Europäischen Kommission erforderlich. Vielmehr sollten die der Kommission gegebenen Zuständigkeiten und Instrumente maßvoll und subsidiär eingesetzt werden. Dies betrifft vor allem die Nutzung der Binnenmarktkompetenz der Europäischen Kommission, die von ihr in der zurückliegenden Zeit eher „überbeansprucht“ wurde.

Von grundsätzlicher und übergreifender Bedeutung für die Verwirklichung der angestrebten Ziele der 2020-Strategie ist eine ihrer großen Bedeutung angemessene Berücksichtigung von KMU in der europäischen Politik. Hier ist eine strategische Anpassung der EU-Politik erforderlich. Dies zeigt sich auch bei der Diskussion um die Fortentwicklung des Small Business Act (SBA).

- Quels nouveaux problèmes devraient être pris en considération à l'avenir?

La diminution du chômage des jeunes et la réduction des charges administratives (par une meilleure réglementation) tout comme le fait de relever le défi du vieillissement de la population représentent – avec des degrés d'urgence différents selon les Etats membres – des domaines centraux en vue de prises de décision stratégiques en terme de politique européenne.

La compétitivité de l'économie doit être améliorée également en comparaison avec d'autres régions du monde. La contradiction inhérente entre, d'un côté, les défis du climat et, de l'autre, les intérêts économiques doit être évitée tout comme la création de « green tape » en tant que nouvelle charge structurelle s'imposant aux PME.

Il importe de couper court à toute délocalisation d'entreprises dans des pays tiers et d'éviter toute politique qui serait orientée unilatéralement vers un développement des entreprises et de l'emploi à l'extérieur de l'UE. De ce fait, l'initiative de « ré-industrialisation » de la Commission européenne est à saluer. (voir plus haut)

La nouvelle Commission et le Parlement Européen doivent plus que dans le passé prendre en considération le principe du « think small first », qui est déterminant sur un plan horizontal pour toutes les politiques à mettre en œuvre.

- Welche neuen Herausforderungen sollten künftig berücksichtigt werden?

Der Abbau von Jugendarbeitslosigkeit und Bürokratie (auch durch eine bessere Gesetzgebung) sowie ein Meistern der Herausforderungen durch die zunehmende Alterung der Bevölkerung stellen, wenn auch mit regionalen Differenzierungen, in den Staaten der Europäischen Union zentrale Bereiche für Handlungsbedarf der europäischen Politik dar.

Die Wettbewerbsfähigkeit der EU-Wirtschaft muss auch im Vergleich mit anderen Regionen der Welt gesteigert werden. Ein vermeintlicher Widerspruch im „Klimaschutz versus Wirtschaftsbelange“ muss ebenso vermieden werden wie ein „Green tape“ als strukturell benachteiligendes Moment für KMU.

Einer Abwanderung der gewerblichen Wirtschaft in Länder außerhalb der EU oder einer europäischen Politik einer einseitigen Ausrichtung auf Unternehmen und Beschäftigung außerhalb dieses Wirtschaftsbereichs muss gegengesteuert werden. Daher ist die begonnene „Re-Industrialisierungsinitiative“ der Europäischen Kommission grundsätzlich zu begrüßen (siehe oben).

Die neue politische Konstellation in der Europäischen Kommission und im Europäischen Parlament muss stärker als bisher das Prinzip des „Think small first“ berücksichtigen. „Think small first“ sollte horizontal für alle Politikbereiche maßgeblich sein.

• Comment la stratégie pourrait-elle être le mieux intégrée aux autres politiques de l'UE?

Les stratégies, initiatives et programmes de la Commission européenne devraient être plus transparentes et devraient être mieux coordonnées. Ici le principe suivant devrait être déterminant : « moins est plus ». Les domaines de compétences et de responsabilité des services de la Commission européenne devraient être plus visibles. Dans le passé, ils faisaient souvent preuve d'un manque de coordination, un fait qui a pu être noté également chez les autres institutions européennes.

En vue d'un développement à succès des stratégies et de leur mise en œuvre subséquente, il est important que des organisations représentatives des intérêts des secteurs économiques – également et surtout des PME et de l'Artisanat – soient invitées à participer durablement aux processus de décision.

• Wie lässt sich die Strategie am besten mit anderen EU-Strategien verknüpfen?

Strategien, Initiativen und Programme der Europäischen Kommission sollten transparenter werden und besser koordiniert werden. Hierbei muss aber gelten: „Weniger ist mehr“. Zuständigkeiten und Verantwortungsbereiche der Dienststellen müssen klarer erkennbar sein. Es mangelt oft an wirksamer Abstimmung zwischen Dienststellen der EU-Kommission, aber auch der weiteren EU-Institutionen untereinander.

Für eine erfolversprechende Strategieentwicklung und –Umsetzung ist es notwendig, dass anerkannte Wirtschaftsvertreter, insb. auch der KMU und damit des Handwerks, dauerhaft in Entscheidungsprozesse eingebunden sind.

• Comment pourrait-on associer davantage les parties concernées à une stratégie de croissance d'après-crise pour l'Europe? Quelles mesures pourraient être prises dans votre pays pour mieux faire connaître cette stratégie, l'appuyer davantage et mieux la mettre en œuvre?

Le CICM et ses chambres des métiers membres constatent que la stratégie Europe 2020, comme son prédécesseur, la stratégie de Lisbonne, souffre d'un manque de visibilité. Parallèlement, on note un mouvement réclamant « moins d'Europe », dans le sens de « moins de régulation », voire un renforcement graduel de l'euro-scepticisme.

Tout ceci doit pousser l'Europe à démontrer sa capacité à développer une feuille de route commune et cohérente. La résolution des incohérences entre politiques européennes et le recentrage des efforts des parties prenantes sur les moyens à mettre en œuvre permettront une plus grande visibilité et moins d'animosité. Afin de mieux mettre en œuvre cette stratégie, il convient de porter les discussions non pas uniquement sur les objectifs nationaux à atteindre mais également, et surtout sur les moyens concrets et durables à mettre en œuvre.

Par ailleurs, le rôle de la Commission est essentiel dans la promotion des objectifs européens. Dans ce cadre il importe que les objectifs clés retenus comme prioritaires en début d'année soient davantage promus.

La Commission européenne pourrait en outre se déplacer davantage dans les différents Etats membres, pour mieux saisir le contexte national dans lequel sont intégrés les mesures nationales et pour recueillir davantage d'informations du terrain sur les ambitions et obstacles nationaux à la réalisation des objectifs fixés.

Une meilleure association des organisations représentatives rend nécessaire l'ouverture vers une participation plus rapide et plus équitable au processus de décision. De ce fait, la consultation sur les lignes directrices de la Commission européenne en matière de consultations publiques constitue un pas dans la bonne direction.

En ce qui concerne la « langue » utilisée, il est utile de relever que les sujets en discussion au niveau européen soient présentés selon une méthode susceptible d'exposer de façon pratique les préoccupations concrètes à aborder, les solutions envisageables et les conséquences qui en découlent, ce qui devrait alors rendre possible également leur évaluation par les acteurs du terrain.

- Wodurch ließe sich die Einbindung der Interessenträger in eine Wachstumsstrategie für ein Europa nach der Krise verbessern? Was könnte getan werden, damit Ihr Land auf diese Strategie aufmerksam wird und sie unterstützt und besser umsetzt?

Der IRH mit seinen angehörigen Handwerkskammern stellt fest, daß die Strategie Europa 2020 nicht ausreichend ist, sowie bereits ihre Vorgängerinitiative, die Lissabon-Strategie. Zudem befürchtet der IRH eine zunehmende Euroskepsis, die durch eine Forderung in Richtung „weniger Regulierung“ gefördert wird, da diese Forderung ein „weniger Europa“ impliziert.

Um handlungsfähig zu bleiben, ist die EU gezwungen, eine gemeinsame und kohärente „Roadmap“ aufzustellen. Die Konsolidierung von Inkohärenzen in der Europapolitik und die Neuorientierung der Bemühungen aller beteiligten Akteure wird zukünftig eine vermehrte Sichtbarkeit und verringert die Europafeindlichkeit ermöglichen.

Zur Umsetzung dieser gemeinsamen Strategie, darf die Diskussion nicht nur die Festlegung national zu erbringender Ziele beinhalten, sondern muss konkrete und langfristige Maßnahmen definieren und umsetzen.

Zudem spielt die Kommission eine Schlüsselfunktion in der Förderung europäischer Ziele. In diesem Rahmen ist es besonders wichtig, daß die Ziele, die zu Jahresbeginn als vorrangig erklärt wurden, auch besonders gefördert werden.

Außerdem ist zu empfehlen, daß die Kommission die Mitgliedstaaten vermehrt besucht, um sich ein besseres Bild vom nationalen Kontext machen zu können.

Diese Besuche ermöglichen der Kommission ein besseres Verständnis von nationalen spezifischen Anforderungen und Problemen, die in die Umsetzungsmaßnahmen integriert und bei der Definition nationaler Zielsetzung berücksichtigt werden müssen.

Eine verbesserte Einbindung von Interessenträgern erfordert deren faire Teilnahmemöglichkeit am Entscheidungsprozess. Daher ist bspw. die laufende Konsultation zu den Leitlinien der Europäischen Kommission für öffentliche Konsultationen ein richtiger Schritt.

Zu der „Sprache“ gehört auch, dass die Themenstellungen so „heruntergebrochen“ sind, dass konkreten Anliegen, Lösungsvorschläge und Auswirkungen „praktisch“ erfassbar und damit bewertbarer werden.

Instruments

Instrumente

- Quel type d'instrument serait selon vous plus adéquat pour assurer une croissance intelligente, durable et inclusive?

Les instruments existants – comme par exemple le Semestre européen et le Pacte de stabilité et de croissance – semblent adaptés en vue de réaliser une politique orientée vers des objectifs globaux et surtout également dans l'intérêt des Etats membres. Les systèmes d'aides financiers incluent toutefois le risque que la responsabilité et la volonté de certains Etats membres de trouver des solutions soient « freinées », ce qui est considéré comme problématique. La politique européenne devrait davantage s'orienter autour du principe d'une participation « bottom-up ».

Dans le contexte de toute coordination européenne, la responsabilité propre de chaque Etat membre devrait absolument être maintenue. Des accords multilatéraux comme par exemple dans le cadre de l'union des transferts, des responsabilités financières et l'union sociale présentent le risque de renonciation de la recherche de solutions sous l'égide des Etats membres et partant de les imputer sur la communauté. Ceci concerne surtout la discussion autour de l'Union Economique et Monétaire.

Il importera que, lors de l'élaboration des législations européennes, le principe de subsidiarité soit à nouveau davantage respecté. Par ailleurs, il sera essentiel de vérifier dans quels domaines une législation européenne est nécessaire et quelles implications en résultent.

- Welche Instrumente hielten Sie für geeigneter, um ein intelligentes, nachhaltiges und integratives Wachstum zu erreichen?

Die vorhandenen Instrumente, wie bspw. Europäisches Semester und Stabilitäts- und Wachstumspakt, erscheinen geeignet, und zwar auch und gerade im Interesse der einzelnen Mitgliedstaaten. Finanzielle Anreizsysteme dürften hierbei aber eine Gefahr mit sich bringen, einzelstaatliche Verantwortung und Wille zu Lösungen „zurückzustellen“, was eher problematisch ist. Europäische Politik sollte sich stärker am Prinzip einer „bottom-up“ Partizipation ausrichten.

Bei aller europäischen Koordinierung muss die Eigenverantwortung der Mitgliedstaaten aufrechterhalten bleiben. „Unionslösungen“ wie z.B. die einer Transfer-, Haftungs- oder Sozialunion bergen die Gefahr, auf mitgliedstaatlich Lösungen zu verzichten und sie statt dessen der Gemeinschaft „anzulasten“. Dies gilt bspw. für die Diskussion rund um eine Wirtschafts- und Währungsunion.

Grundsätzlich muss bei der Rechtsetzung der Union wieder stärker dem Prinzip der Subsidiarität gefolgt werden. Es sollte jeweils geprüft werden, in welchen Bereichen europäische Gesetzgebung erforderlich ist und welche Implikationen hiermit verbunden sein können.

- Quelles mesures devraient être prises au niveau de l'UE pour garantir la réussite de la stratégie? Quelles mesures devraient être prises dans les États membres?

Une approche politique visant à se concentrer sur un nombre restreint d'objectifs clairs et mesurables (et indicateurs) au niveau européen et national devrait être particulièrement utile à une stratégie européenne nouvelle à l'horizon 2020. Dans ce cadre, l'accent devrait être placé - également et surtout - sur des indicateurs qualitatifs à côté des indicateurs quantitatifs (niveau national et européen).

Les organes et les institutions au niveau de l'UE, comme les différents Etats membres, devraient davantage tenir compte des opinions exprimées par les organes de la société civile. A long terme, l'approche visant à convaincre et à réunir des majorités promettra plus de succès qu'une politique de sanctions.

- Wie kann die EU am besten sicherstellen, dass die Strategie Ergebnisse liefert? Was sollten die Mitgliedstaaten dafür tun?

Ein politisches Vorgehen einer Konzentration auf wenige, aber klare und messbare Ziele (und Zielindikatoren) auf europäischer und auf nationaler Ebene dürfte der Umsetzung einer europäischen Strategie mit dem Horizont 2020 am besten dienlich sein. Hierbei sollte das Gewicht, auch und insb. auf qualitative Indikatoren, neben den quantitativen Zielindikatoren (auf europäischer und nationaler Ebene) gelegt werden.

Die Organe und Institutionen auf EU-Ebene wie die einzelnen Mitgliedstaaten sollten in noch größerem Umfang die Organe der Zivilgesellschaft einbinden. Langfristig erfolgversprechender ist es, zu überzeugen und Mehrheiten zu gewinnen, statt zu sanktionieren.

- Comment la stratégie pourrait-elle encourager les États membres à mettre davantage l'accent sur la croissance dans leurs politiques?

La concertation étroite des politiques économiques et financières réalisée ce dernier temps a en principe fait ses preuves. Ceci ne doit toutefois pas évoluer en direction d'une centralisation des politiques économiques au niveau de l'UE.

A l'avenir, lors de la mise en œuvre de réformes structurelles, les structures et cultures spécifiques aux niveaux économique, financier et éducatif des Etats membres doivent être davantage respectées. Ainsi, l'acceptation et la mise en œuvre des recommandations adressées aux différents pays devraient également être favorisées par ce biais.

- Wie kann die Strategie die Mitgliedstaaten dahingehend beeinflussen, dass sie sich in ihrer Politik stärker auf Wachstum konzentrieren?

Die in letzter Zeit praktizierte engere Abstimmung der nationalen Wirtschafts- und Finanzpolitiken hat sich grundsätzlich bewährt. Dies darf sich aber nicht in Richtung einer Zentralisierung der Wirtschaftspolitik auf EU-Ebene entwickeln.

Bei der Ableitung notwendiger Strukturreformen müssen in Zukunft stärker die spezifischen Wirtschafts-, Finanz- und Bildungsstrukturen bzw. -kulturen der jeweiligen Mitgliedstaaten beachtet werden. Dies dürfte die Akzeptanz und Umsetzung länderspezifischer Empfehlungen fördern.

Les objectifs chiffrés sont-ils utiles? Veuillez préciser votre réponse.

Des objectifs chiffrés sont en principe utiles en vue de définir le cadre de responsabilité permettant de lancer les premières étapes de planification concrètes. Ils sont judicieux et effectifs s'ils sont mis en place en coopération avec les Etats membres respectifs et s'ils peuvent être atteints de façon réaliste. Comme indiqué plus haut, l'accent devrait être placé également sur des indicateurs qualitatifs à côté des indicateurs quantitatifs (niveau national et européen).

Les objectifs devraient toutefois être définis par rapport aux domaines qui tombent sous les compétences de l'Union européenne.

- Sind Zielvorgaben sinnvoll? Bitte erläutern.

Zielvorgaben sind grundsätzlich sinnvoll, um eine gewisse Verbindlichkeit für die Einleitung konkreter Planungsschritte zu bewirken. Sie sind dann sinnvoll und effektiv, wenn sie unter Beteiligung der jeweiligen Mitgliedstaaten aufgestellt werden und für ihn in realistischer Weise erreichbar sind. Wie oben erwähnt, sollte auch Wert auf qualitative Indikatoren, neben den quantitativen Zielindikatoren (auf europäischer und nationaler Ebene) gelegt werden.

Zielvorgaben sollten sich jedoch auf diejenigen Bereiche beschränken, die in die Zuständigkeit der Europäischen Union fallen.

- Recommanderiez-vous d'ajouter ou de supprimer certains objectifs, voire tous les objectifs chiffrés? Veuillez préciser votre réponse.

Le CICM et ses chambres des métiers membres partagent l'avis de la Commission européenne voulant que des « informations plus qualitatives » soient nécessaires dans le suivi de la stratégie Europe 2020. Dans le cas où de tels indicateurs ne sont pas disponibles, il est important de rester concentré sur l'essentiel et, au besoin, de laisser de côté les discussions autour des indicateurs d'impact et de compléter ces débats avec des informations qualitatives sur les moyens à mettre en œuvre.

Une modification complète des objectifs de la stratégie Europe 2020 apparaît comme étant peu judicieuse. Il importerait toutefois de se concentrer davantage sur certaines initiatives de l'UE. Ceci concerne surtout les objectifs en relation avec la « stratégie en faveur de l'industrie » ainsi que le domaine concernant « l'emploi des jeunes et la formation professionnelle ».

- Würden Sie empfehlen, bestimmte Ziele hinzuzufügen oder zu streichen – eventuell sogar alle? Bitte erläutern.

Der IRH mit seinen angehörigen Handwerkskammern vertritt die Meinung der Europäischen Kommission, daß „mehr qualitativ relevante Informationen“ zur Umsetzung der Strategie Europa 2020 wichtig seien. Sollten diese Indikatoren nicht zur Verfügung stehen, ist es wichtig sich auf das Wesentliche zu konzentrieren, bei Bedarf von der Diskussion über Wirkungsindikatoren abzusehen, und auf Grundlage vorliegender qualitativ relevanter Informationen zu debattieren.

Eine umfassende Modifikation der Zielstellung der Europas 2020-Strategie erscheint vor dem Hintergrund der Frist 2020 wenig sinnvoll. Es sollten aber einzelne Initiativen der EU stärker fokussiert werden. Dies betrifft insb. die Zielvorstellungen für eine „Industriestrategie“ sowie für den Bereich „Jugendbeschäftigung und Berufsbildung“.

- Quels domaines se prêtent le plus à des actions conjointe de l'UE et des États membres? Quelle en serait la valeur ajoutée?

L'Union européenne devrait concentrer sa politique sur les « grands » domaines qui devraient être traités voire solutionnés exclusivement ou d'une meilleure façon au niveau européen. Dans ce contexte, les principes de proportionnalité et surtout de subsidiarité devraient être strictement respectés.

L'UE et les Etats membres devraient agir là où cette approche s'avère judicieuse et nécessaire. Ceci concerne surtout les domaines de l'énergie et du climat (p.ex. union de l'énergie, accord sur le climat), de l'emploi des jeunes et de la formation professionnelle ainsi que du marché intérieur digital. D'autres domaines politiques comme par exemple les systèmes de formation et de qualification (dans l'Artisanat) devraient être placés sous la responsabilité exclusive des Etats membres.

- In welchen Bereichen sollten die EU und die Mitgliedstaaten gemeinsam handeln? Welchen Zusatznutzen hätte dies?

Die Europäische Union sollte ihre Politik auf diejenigen „großen“ Bereiche konzentrieren, die nur oder besser europäisch behandelt und gelöst werden können. Hierfür sind die Grundsätze der Verhältnismäßigkeit und insb. der Subsidiarität strikt zu beachten.

Die EU und die Mitgliedstaaten sollten dort gemeinsam agieren, wo es sinnvoll und notwendig ist. Dies gilt vor allem für die Bereiche Energie und Klima (z. B. Energieunion, Klimaschutzabkommen), Jugendbeschäftigung und Berufsbildung sowie Binnenmarkt für Digitales. Andere Politikfelder wie z.B. der Bildungs- und Befähigungssysteme (des Handwerks) sollten den Mitgliedstaaten überlassen bleiben.

3) Souhaitez-vous faire part de toute autre observation ou suggestion relative à la stratégie Europe 2020?

Merci d'avoir répondu à ce questionnaire. Veuillez adresser votre contribution, ainsi que tout autre document connexe, à SG-EUROPE2020-CONSULTATION@ec.europa.eu.